

8511 : résumé

Le projet de loi modifie la loi modifiée du 31 juillet 1962 relative à l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre. L'objectif principal est d'actualiser le cadre juridique du SEBES en modernisant sa gouvernance, en intégrant de nouvelles missions stratégiques et en adaptant la loi de 1962 à la législation communale actuelle.

Le projet étend le principe de parité de voix entre l'État et le secteur communal à toutes les décisions du comité du SEBES. Pour garantir cet équilibre, la représentation de l'État est portée à neuf délégués, chacun disposant de deux voix, sauf le représentant du ministre de l'Agriculture qui conserve une voix consultative. La présidence du comité est assurée par un délégué de l'État désigné par le Gouvernement en conseil.

Le projet de loi élargit les missions du SEBES sur deux axes importants :

- Station de potabilisation de l'eau de la Moselle, conformément à l'accord de coalition 2023–2028 ;
- Production d'énergies renouvelables pour l'autoconsommation des installations du syndicat.

Etant donné qu'une vingtaine de communes et un syndicat de communes ne sont pas membres du SEBES, le projet clarifie les conditions permettant une éventuelle adhésion. Comme par le passé, une commune ne peut adhérer que via un syndicat de communes, ce qui assure une cohérence territoriale dans la distribution d'eau potable.